

Addenda à la Résolution N° 7 relative à la
situation anarchique du pays

La Conférence appuie la politique des Nations Unies au Congo et tout particulièrement en ce qui concerne le Katanga, politique stipulée dans les résolutions du Conseil de Sécurité, et souhaite que l'ONU emploie tous les moyens possibles afin d'aider le Gouvernement Central à réduire la sécession Katangaise.

La première Conférence Interassemblées Provinciales a décidé :

1. la suppression par le gouvernement central, sur toute l'étendue de la République des milices privées, lesquelles, ont contribué largement à la détérioration du pays
2. la suppression des arrestations arbitraires
3. la suppression de toutes barrières et entraves à la libre circulation des citoyens entre les provinces et régions de la République
4. la réintégration inconditionnelle de la province du Katanga
5. la suspension des activités des gouvernements provinciaux illégaux jusqu'à l'adoption de la loi consacrant la création de nouvelles provinces.

Pour les régions où cette suspension entraînerait une paralysie de l'administration journalière, la première Conférence invite le gouvernement central à doter ces régions d'une administration spéciale autre que le commissariat extraordinaire.

Cette administration spéciale sera placée sous le contrôle direct du gouvernement central.

RESOLUTION N° 8 - RELATIVE AU ROLE EDUCATIF ET POLITIQUE DES ELUS ENVERS LA MASSE

Considérant que les élus ont une grande part de responsabilité dans le chaos que connaît le pays;

Considérant que le manque de traditions parlementaires dans nos nouvelles institutions entraîne la confusion des pouvoirs dans les esprits des élus aussi bien que de la population;

Considérant que certains élus, profitant de leur situation politique et financière, faussent l'opinion de la population par des propagandes démagogiques néfastes;

Vu l'urgence de rétablir l'ordre et la légalité et d'assurer le respect des institutions par une meilleure connaissance des compétences dévolues à chaque organe des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire;

La première Conférence Interassemblées Provinciales a adopté la résolution suivante :

- 1°)- Les Assemblées créeront en leur sein, des commissions éducatives chargées d'élaborer et de diffuser des programmes d'éducation à l'intention des masses aux fins de :
 - a) faire comprendre la séparation entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ainsi que leur compétence respective réelle;
 - b) faire appel au sens patriotique des citoyens et leur faire prendre conscience de leurs devoirs et de leur droits;
 - c) faire comprendre à chaque citoyen la nécessité et de la discipline du travail;
 - d) faire renaître le sens du respect des citoyens envers l'autorité et de l'autorité envers les citoyens.
- 2°)- Les élus doivent cesser de troubler l'opinion populaire par des fausses propagandes personnelles.
- 3°)- Les élus sont tenus à favoriser l'entente et la collaboration entre l'administration et la population dont ils sont les représentants.

RESOLUTION N°9 - RELATIVE A LA CONSTITUTION CONGOLAISE.-

Vu la loi fondamentale principalement en ses articles 4, 98, 99, 100 et 101

Attendu que la loi fondamentale n'est qu'une constitution provisoire;

Attendu qu'il est urgent, dès lors, de doter le pays d'une constitution nationale;

Considérant par ailleurs que la loi fondamentale ne prévoit pas une consultation directe des populations, d'autant plus que la situation troublée dans plusieurs régions du Congo exclut une telle procédure;

La première Conférence Interassemblées Provinciales :

- 1°)- insiste sur le maintien par le pouvoir constituant de la procédure de l'élaboration de la constitution

- 2)- recommande instamment au Parlement d'élaborer cette constitution dans le plus bref délai possible;
- 3)- exige que la nouvelle constitution respecte et élargisse l'autonomie provinciale déjà reconnue par la loi fondamentale.

Fait à Coquilhatville, le 20 mars 1962.

CONFERENCE INTERASSEMBLEES PROVINCIALES

Messieurs Kayinde Janvier et Shiffele Longin ont été élus respectivement Président et Rapporteur de la Commission chargée d'élaborer l'ordre du jour et non Président et Rapporteur de la Conférence. M. Bokanga Raphaël, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, a été élu Président de la Conférence interassemblées, M. Rukeratabaro du Kivu, Vice-Président, et MM. Lita de Léopoldville et Lwelo du Kasai secrétaires.

La Délégation de Léopoldville, présidée par le député provincial, M. Lita Charles, le Kivu par le président Rukeratabaro, le Kasai par le Vice-Président Bukaha Bruno et l'Equateur par le Président Bokanga Raphaël.

La conférence réunit 32 participants. Au cours de la séance du 5 mars M. Bokanga, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, souligne la légalité de la conférence en se référant à l'article 148 de la Loi Fondamentale qui reconnaît aux provinces le droit de légiférer sur toutes questions d'intérêt provincial. M. Bokanga fait aussi remarquer les tentatives du Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central pour faire échouer la Conférence et critique sévèrement ceux qui facilitent l'immixtion des étrangers au Congo en trahissant leur pays et en plaçant leur intérêt personnel avant l'intérêt de la nation et du peuple qui les a mis au pouvoir. M. Rukeratabaro, Président de l'Assemblée provinciale du Kivu aussi déplore les nocives manœuvres d'obstruction orchestrées par certains irresponsables pour empêcher la conférence. M. Rukeratabaro décrit la situation existante et souligne la nécessité d'inclure les points suivants dans l'ordre du jour :

- 1) Vues et résolutions sur la situation anarchique
- 2) Réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial
- 3) Rôle politique des élus
- 4) Constitution nationale et répartition des compétences avec les provinces
- 5) Relations entre le Gouvernement et l'Assemblée et sauvegarde de la prééminence de l'Assemblée provinciale
- 6) Vues économiques et sur le problème administratif
- 7) Autonomie provinciale et création de nouvelles provinces.

M. Bukasa, Vice-Président de l'Assemblée provinciale du Kasai stigmatise l'inconscience politique et tribalisme hypostase faisant remarquer : "Vous semblez oublier qu'un grand danger menace notre souveraineté. Que vous disent la présence au Congo de l'ONU et les interventions directes de certaines puissances étrangères et grands groupes financiers."

M. Lita, Chef de la Délégation de Léopoldville, se base sur l'optique de la démocratie essentiellement Bantou qui veut reconnaître l'autonomie très large des provinces stipulée à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Au cours de la séance tenue le 6 mars le Président Bokanga précise qu'il ne détient pas de preuves de la pression exercée par le Ministre de l'intérieur du Gouvernement central sur l'Assemblée provinciale de Stanleyville mais fait remarquer la similitude des télégrammes de ce Ministre et de l'Assemblée de Stanleyville; il signale aussi que Stanleyville avait au début marqué son accord puis s'est abstenue après réception d'un télégramme du Gouvernement central. Le Président du Kivu insiste sur l'inscription à l'ordre du jour de la question de la réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial. M. Shiffela fait rappeler le télégramme reçu des instances supérieures concernant les travaux de la Conférence soulignant que l'Armée est de la compétence nationale et que la conférence doit rester aux prérogatives provinciales stipulées à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Le Président du Kivu exprime des appréhensions concernant l'anarchie parmi les militaires et souligne que réorganiser l'Armée signifie pas la mettre à la disposition des provinces. M. Bokanga, Président de l'Assemblée de l'Equateur, relève que suivant la conférence de Coquilhatville la gendarmerie dépendrait directement des provinces et l'Armée dépendrait du Gouvernement central. M. Bokanga ajoute avoir demandé à l'Etat-Major le retrait de la garnison Bumba l'accusant d'avoir ruiné l'économie de l'Equateur par rapines et banditisme. Le Vice-Président du Kivu demande que tout groupement militaire doit dépendre directement de l'Etat-Major de Léopoldville, faisant remarquer que les troupes stationnées à Kivu ont leur Etat-Major à Stanleyville, échappent ainsi à l'autorité du Général Mobutu. Il signale également que les autorités provinciales sont souvent arrêtées par les troupes sur l'ordre de Stanleyville.

Un Délégué du Kasai relève que la Gendarmerie du Sud Kasai est la milice politique et privée de Kalondji. Cette milice s'oppose à l'entrée de l'Armée Nationale au Sud Kasai et permet à Kalondji de régner comme roi. Le Vice-Président du Kasai appuie ces déclarations. Le Président Bokanga insiste sur le problème de la gendarmerie susceptible de s'attaquer à l'autorité dont elle dépend. M. Ndjoku, Ministre de la Justice à Coq, dit avoir appris que le Gouvernement central élabore la loi prévoyant le retrait de la police et de la gendarmerie aux provinces. La conférence décide de discuter : "La détermination des dispositions particulières organisant l'assistance prêtée par les forces de l'ordre aux provinces".

Le Ministre Ndjoku demande si la conférence entend étudier la question de l'armée qui est du ressort du Gouvernement central seulement. M. Kahindo du Kivu répond négativement mais propose que la conférence demande au pouvoir central de clarifier la compétence qui lui revient en matière militaire. M. Musengo de Léopoldville estime que rien n'est changé par les dispositions particulières concernant la gendarmerie; celle-ci appartient au pouvoir central

mais les provinces peuvent la réquisitionner.

Le Rapporteur Shiffela, en réponse à M. Bukasa, dit que la question de la suppression de milices privées sur toute l'étendue de la République sera traitée en même temps que la situation anarchique du pays. M. Zwa de l'Equateur rappelle qu'en la séance du 5 mars la conférence était d'accord pour inviter certains sénateurs à assister aux travaux car certains complotent avec les députés nationaux contre les assemblées provinciales. Le Président Bokanga souhaite que le Gouvernement central envoie un délégué autre qu'un sénateur; il ajoute que la conférence devrait tirer les oreilles de ce délégué pour faire connaître les points de vues conférenciers aux sénateurs. Le Président Bokanga souligne que la Délégation de l'Equateur est composée selon des blocs, tendances politiques, et que M. Ndjoku, Ministre de la Justice de Coq, assiste comme représentant du bloc Mongo.

M. Rukeratabaro, Président du Kivu, s'oppose à la présence du délégué du Gouvernement central non parlementaire, la conférence ne pouvait grouper que membres du pouvoir législatif. M. Kahindo du Kivu estime préférable la présence du délégué du Gouvernement central. M. Bia de Léo dit que si la présence du sénateur est illégale, la conférence est elle-même extra illégale car non prévue par la Loi fondamentale. M. Bia de Léo demande que le chapitre politico-administratif passe en premier car l'économie du pays à zéro a causé des problèmes politiques. MM. Lite et Shiffela craignent que le pouvoir central ait des préventions contre la conférence si les travaux débutent par la politique.

La Conférence ayant discuté la création de commissions chargées d'étudier différents problèmes, décide de la formation de trois commissions suivantes :

- 1) Politique
- 2) Administratif
- 3) Problèmes économique-sociaux.

CONFERENCE INTERASSEMBLEES PROVINCIALES

Messieurs Kayindo Janvier et Shiffale Longin ont été élus respectivement Président et Rapporteur de la Commission chargée d'élaborer l'ordre du jour et non Président et Rapporteur de la Conférence.

M. Bokanga Raphael, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, a été élu Président de la Conférence interassemblées, M. Rukeratabaro du Kivu, Vice-Président, et MM. Lita de Léopoldville et Lwelo du Kasai secrétaires.

La Délégation de Léopoldville, présidée par le député provincial, M. Lita Charles, le Kivu par le président Rukeratabaro, le Kasai par le Vice-Président Bukaha Bruno et l'Equateur par le Président Bokanga Raphael.

La conférence réunit 32 participants. Au cours de la séance du 5 mars M. Bokanga, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, souligne la légalité de la conférence en se référant à l'article 148 de la Loi Fondamentale qui reconnaît aux provinces le droit de légiférer sur toutes questions d'intérêt provincial. M. Bokanga fait aussi remarquer les tentatives du Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central pour faire échouer la Conférence et critique sévèrement ceux qui facilitent l'immixtion des étrangers au Congo en trahissant leur pays et en plaçant leur intérêt personnel avant l'intérêt de la nation et du peuple qui les a mis au pouvoir. M. Rukeratabaro, Président de l'Assemblée provinciale du Kivu aussi déplore les nocives manœuvres d'obstruction orchestrées par certains irresponsables pour empêcher la conférence. M. Rukeratabaro décrit la situation existante et souligne la nécessité d'inclure les points suivants dans l'ordre du jour :

- 1) Vues et résolutions sur la situation anarchique
- 2) Réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial
- 3) Rôle politique des élus
- 4) Constitution nationale et répartition des compétences avec les provinces
- 5) Relations entre le Gouvernement et l'Assemblée et sauvegarde de la prééminence de l'Assemblée provinciale
- 6) Vues économiques et sur le problème administratif
- 7) Autonomie provinciale et création de nouvelles provinces.

M. Bukasa, Vice-Président de l'Assemblée provinciale du Kasai stigmatise l'inconscience politique et tribalisme hypostase faisant remarquer : "Vous semblez oublier qu'un grand danger menace notre souveraineté. Que vous disent la présence au Congo de l'ONU et les interventions directes de certaines puissances étrangères et grands groupes financiers."

M. Lite, Chef de la Délégation de Léopoldville, se base sur l'optique de la démocratie essentiellement Bantou qui veut reconnaître l'autonomie très large des provinces stipulée à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Au cours de la séance tenue le 6 mars le Président Bokanga précise qu'il ne détient pas de preuves de la pression exercée par le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central sur l'Assemblée provinciale de Stanleyville mais fait remarquer la similitude des télégrammes de ce Ministre et de l'Assemblée de Stanleyville; il signale aussi que Stanleyville avait au début marqué son accord puis s'est abstenu après réception d'un télégramme du Gouvernement central. Le Président du Kivu insiste sur l'inscription à l'ordre du jour de la question de la réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial. M. Shiffela fait rappeler le télégramme reçu des instances supérieures concernant les travaux de la Conférence soulignant que l'Armée est de la compétence nationale et que la conférence doit rester aux prérogatives provinciales stipulées à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Le Président du Kivu exprime des appréhensions concernant l'anarchie parmi les militaires et souligne que réorganiser l'Armée signifie pas la mettre à la disposition des provinces. M. Bokanga, Président de l'Assemblée de l'Equateur, relève que suivant la conférence de Coquilhetville la gendarmerie dépendrait directement des provinces et l'Armée dépendrait du Gouvernement central. M. Bokanga ajoute avoir demandé à l'Etat-Major le retrait de la garnison Bumba l'accusant d'avoir ruiné l'économie de l'Equateur par rapines et banditisme. Le Vice-Président du Kivu demande que tout groupement militaire doit dépendre directement de l'Etat-Major de Léopoldville, faisant remarquer que les troupes stationnées à Kivu ont leur Etat-Major à Stanleyville, échappant ainsi à l'autorité du Général Mobutu. Il signale également que les autorités provinciales sont souvent arrêtées par les troupes sur l'ordre de Stanleyville.

Un Délégué du Kasai relève que la Gendarmerie du Sud Kasai est la milice politique et privée de Kalondji. Cette milice s'oppose à l'entrée de l'Armée Nationale au Sud Kasai et permet à Kalondji de régner comme roi. Le Vice-Président du Kasai appuie ces déclarations. Le Président Bokanga insiste sur le problème de la gendarmerie susceptible de s'attaquer à l'autorité dont elle dépend. M. Ndjoku, Ministre de la Justice à Coq, dit avoir appris que le Gouvernement central élabore la loi prévoyant le retrait de la police et de la gendarmerie aux provinces. La conférence décide de discuter : "La détermination des dispositions particulières organisant l'assistance prêtée par les forces de l'ordre aux provinces".

Le Ministre Ndjoku demande si la conférence entend étudier la question de l'armée qui est du ressort du Gouvernement central seulement. M. Kahindo du Kivu répond négativement mais propose que la conférence demande au pouvoir central de clarifier la compétence qui lui revient en matière militaire. M. Musengo de Léopoldville estime que rien n'est changé par les dispositions particulières concernant la gendarmerie; celle-ci appartient au pouvoir central

mais les provinces peuvent la réquisitionner.

Le Rapporteur Shiffels, en réponse à M. Bukasa, dit que la question de la suppression de milices privées sur toute l'étendue de la République sera traitée en même temps que la situation anarchique du pays. M. Zwa de l'Equateur rappelle qu'en la séance du 5 mars la conférence était d'accord pour inviter certains sénateurs à assister aux travaux car certains complotent avec les députés nationaux contre les assemblées provinciales. Le Président Bokanga souhaite que le Gouvernement central envoie un délégué autre qu'un sénateur; il ajoute que la conférence devrait tirer les oreilles de ce délégué pour faire connaître les points de vues conférenciers aux sénateurs. Le Président Bokanga souligne que la Délégation de l'Equateur est composée selon des blocs, tendances politiques, et que M. Ndjoku, Ministre de la Justice de Coq, assiste comme représentant du bloc Mongo.

M. Rukeratabaro, Président du Kivu, s'oppose à la présence du délégué du Gouvernement central non parlementaire, la conférence ne pouvait grouper que membres du pouvoir législatif. M. Kahinda du Kivu estime préférable la présence du délégué du Gouvernement central. M. Bia de Léo dit que si la présence du sénateur est illégale, la conférence est elle-même extra illégale car non prévue par la Loi fondamentale. M. Bia de Léo demande que le chapitre politico-administratif passe en premier car l'économie du pays à zéro a causé des problèmes politiques. MM. Lite et Shiffels craignent que le pouvoir central ait des préventions contre la conférence si les travaux débutent par la politique.

La Conférence ayant discuté la création de commissions chargées d'étudier différents problèmes, décide de la formation de trois commissions suivantes :

- 1) Politique
- 2) Administratif
- 3) Problèmes économiques-sociaux.

6 555 009 418 16 1253z

ONUC LEO

OK-109

GARDINER KHIARY FROM KAHALE

FURTHER BY OK-108 ADOULA DEPARTED FOR LEO 1135 LOCAL STOP HE WAS GIVEN AN OFFICIAL AND POPULAR FAREWELL STOP CROWDS LINED BOTH SIDES OF ROUTE TO AIRPORT AND SCHOOL CHILDREN WAVED AND SANG AS ADOULA PASSED IN A CAVALCADE OF 40 CARS STOP

P2

EXCEPTIONAL BALMY WEATHER HELPED WARMTH OF POPULAR FAREWELL STOP PRESIDENT EKETE; CMA MEMBERS PROVINCIAL GOVERNMENT AND DELEGATIONS PROVINCIAL ASSEMBLIES WERE PRESENT AT AIRPORT TO SEE OFF ADOULA STOP BEFORE EMBARKING ADOULA MADE A BRIEF SPEECH STOP ADDRESSING HIMSELF TO DELEGATIONS PROVINCIAL ASSEMBLIES ADOULA EXPRESSED BEST WISHES FOR SUCCESS CONFERENCE STOP

P3

HE QUOTED RECENT STATEMENT BY KIVU PRESIDENT THAT LAWS ALSO APPLY TO THOSE WHO PREPARED THEM TO REMIND PROVINCIAL ASSEMBLIES THAT THEY WERE ALSO SUBJECT TO LAW CMA HOWEVER ADOULA WAS EXCEPTIONALLY AMIABLE AND FRIENDLY WITH DELEGATIONS PROVINCIAL ASSEMBLIES STOP ADDRESSING HIMSELF TO ME ADOULA AGAIN EXPRESSED APPRECIATION FOR UNATIONS ASSISTANCE

P4

TO EQUATEUR AND MADE PARTICULAR REFERENCE TO AERIAL PATROL MISSION WHICH HE CONSIDERED OF UTMOST IMPORTANCE TO PROVINCE STOP ADOULAS VISIT WAS UNDOUBTEDLY FOR PROVINCIAL ASSEMBLIES CONFERENCE STOP HOWEVER HE REPORTEDLY REMARKED UPON ARRIVAL COQ YESTERDAY THAT HE SAID COME TO EQUATOR PURPOSELY TO MAKE TSHOMBE WAIT IN LEO 24

P5

HOURS AS HE HAD ALREADY WAITED FOR HIM 24 DAYS TO MAKE UP HIS MIND STOP LAST NIGHT EYE INFORMED ADOULA THAT TSHOMBE IS IN LEO AND THAT WE ARE OF COURSE ANXIOUS TO KNOW WHEN HE IS TO RETURN STOP AS COMMUNICATED IN MY OK-183 HE GAVE ASSURANCE THAT

P6

HE WOULD BE BACK TO LEO THIS MORNING STOP EYE MADE NO SUGGESTION TO HURRY HIS RETURN AS EYE HAD FEELING ADOULA WANTED TO SHOW OFF TO DELEGATIONS PROVINCIAL ASSEMBLIES THAT TSHOMBE WAS JUST LIKE ANY OTHER PROVINCIAL PRESIDENT AND HAD NO PRIVILEGED STATUS STOP THIS MORNING MIN¹INTERIOR KAMATITU EXPRESSED

P7

HIMSELF STRONGLY ON THE SUBJECT AND REITERATED THAT IF TSHOMBE WANTED TO MEET PRIME MINISTER ADOULA IT IS UPTO LATTER TO FIX DATE AND TIME AT HIS CONVENIENCE STOP ADOULA EXPRESSED SAME VIEW THOUGH MUCH MORE MODERATELY STOP ADOULA WAS CAPITALIZING ON TSHOMBE S WAITING IN LEO TO ENHANCE HIS PRESTIGE

PG

BEFORE PROVINCIAL ASSEMBLIES STOP AS REPORTED IN PREVIOUS COMMUNICATIONS
PROVINCIAL ASSEMBLIES CONFERENCE MADE ON SEVERAL OCCASIONS STRONG
RESERVATIONS RE TSHOMBE'S PRIVILEGED STATUS STOP EYE FELT ANY
SUGGESTION
~~SUGGESTION~~ FOR EARLY RETURN WILL HAVE EFFECT OPPOSITE TO THAT INTENDED
BY GOADING ADOULA TO SHOW OFF MORE DETERMINEDLY THAT TSHOMBE WAS
BEING TREATED LIKE

P9/18

ANY OTHER PROVINCIAL PRESIDENT WHO OFTEN WAIT IN LEO FOR TWO
TO THREE DAYS FOR MEETING HIM STOP

QQ - 16 MAR 62 / 1335Z RHA

16 0939Z
D.N.U.C.

0009

NR 3 898 COQ 18 16 0939Z

ONUC LEO ;

IMMEDIATE

OK-188

FURTHER MY OK-184 ADOLAS DEPARTURE DELAYED TWO HOURS STOP
WILL CABLE YOU UPON DEPARTURE

4UCQ/4UC 160936Z D.N. THEO

1962 MAR 16 PM 12:30

O.N.U.C.

SF Se
CBO

5 s coq 414/413 16 1155z

ONUC LEO

OK-185

GARDINER KHIARY FROM KAHALE FURTHER MY OK-180 ADOULA ARRIVED
COQ 151000Z WITH MININTERIOR KAMATITU STOP HE WAS ACCORDED
ENTHUSIASTIC POPULAR AND OFFICIAL WELCOME STOP UPON DISEMBARKATION
ADOULA WAS GREETED BY PRESIDENT EKETEBI CMA PREMIER BOURGEMESTRE
CMA GILPIN AND MYSELF STOP CANON BOOMED IN SALUTE STOP AFTER

P2

REVIEWING GUARD OF HONOUR PRESENTED BY ANC AND GENDARMERIE CMA
ADOULA MET MEMBERS PROVINCIAL CABINET CMA OTHER SENIOR OFFICIALS
AND DELEGATIONS PROVINCIAL ASSEMBLIES STOP LATER A MILITARY
PARADE HELD IN TOWN AND A LUNCH RECEPTION GIVEN BY PRESIDENT
EKETEBI TO WHICH WE WERE INVITED STOP PLEASE REFER MY OK-171
STATING

P3

ADOULA HAD ASKED TO BE INVITED TO CONFERENCE
PROVINCIAL ASSEMBLIES STOP WHILE CONFERENCE REFUSED TO EXTEND
OFFICIAL INVITATION IT WAS AGREED THROUGH GOOD OFFICES OF
SECRETAIRE DETAT CENTRAL MINJUSTICE THAT SHOULD ADOULA VISIT
COQ HE WILL BE WELCOME TO ADDRESS CONFERENCE PROVIDED HE AFFIRMED
PROVINCES AUTONOMY STOP AT 1500 CONFERENCE

P4

HELD SPECIAL MEETING TO HEAR ADOULA STOP PRESIDENT CONFERENCE
BOKANGA WELCOMED ADOULA TO ^{EQ} SUATEUR AND REFERRED TO MISUNDERSTANDING
ON PART CENTRAL GOVT WHICH WAS CLEARED DUE EFFORTS SECRETAIRE
DETAT MINJUSTICE STOP IN REPLY ADOULA MADE AN ELABORATE STATEMENT
IN WHICH HE AFFIRMED AUTONOMY PROVINCES EMBODIED IN LOI
FONDAMENTALE STOP THIS

P5

WAS GREETED WITH L D CHEER STOP AT ADOULAS I UEST MININTERIOR
KAMATITU ANNOUNCED THAT CENTRAL GOVERNMENT WILL MEET EXPENSES
PROVINCIAL ASSEMBLIES CONFERENCE AND SECRETAIRE DETAT
MINJUSTICE WOULD MAKE NECESSARY CREDIT ARRANGEMENTS FOR THIS
PURPOSE STOP CONFERENCE MEMBERS APPLAUDED UPON THIS AS A
RECOGNITION OF LEGALITY CONFERENCE STOP TAKING FLOOR AGAIN
TO

P6

REPLY BOKANGAS QUESTION RE REQUEST BY NORTH KATANGA PROVINCIAL
DEPUTIES TO PARTICIPATE IN CONFERENCE ADOULA COMMENTED THAT
KATANGA ^{PR} PROVINCE IS SINGLE ENTITY STOP THOUGH AN ADMINISTRATIVE
STRUCTURE ESTABLISHED INDEPENDENT OF TSHOMBES REGIME CMA CENTRAL
GOVERNMENT DOES NOT RECOGNIZE NORTH KATANGA OR SOUTH KATANGA
AS SEPARATE ENTITIES STOP CONGO HAS AT PRESENT

P7

ONLY SIX PROVINCES STOP HE ADDED THAT WAS UPTO CONFERENCE TO
ALLOW NORTH KATANGA DEPUTIES TO PARTICIPATE OR OTHERWISE BUT
HE WAS CONFIDENT CONFERENCE WOULD SHARE HIS VIEW THAT IF
THESE DEPUTIES PARTICIPATED THEY COULD ONLY DO SO AS REPRESENTATIVES
WHOLE KATANGA PROVINCE AND NOT A PORTION OF KATANGA STOP

P8

AT THIS CONFERENCE MEETING EYE WAS GIVEN SEAT OF HONOUR ON
ADOULA RIGHT SIDE STOP SUBSEQUENTLY ADOULA CMA PRESIDENT EKETEBI
CMA MININTERIOR KAMATITU CMA MEMBERS PROVINCIAL CABINET CMA
DELEGATIONS KM PROVINCIAL ASSEMBLIES AND ADOULAS PARTY TOOK
REFRESHMENTS IN MY APARTMENT STOP DURING TALKS BOTH ADOULA
AND PRESIDENT EKETEBI EXPRESSED APPRECIATION FOR

P9/14

UNATIONS ASSISTANCE TO EQUATOR PROVINCE STOP DETAILS ADOULAS
SPEECH TO CONFERENCE WILL FOLLOW STOP

COQ/16MAR62/1325Z/THO.

1962 MAR 16 AM 8:00

O.N.U.C.

Good

NR 1 SSS COQ CK 14 16 0745z

ONUC LEO

BKX122 GK-184

GARDINER FROM KAHLE ADOULA EXPECTED TO LEAVE COQ BY 0900

LOCAL

4UC/4UCQ 160744Z B.N.THEO

SR 56

7 999 COQ 26 15 2155z

ONUC LEO

IMMEDIATE

GK-183 GARDINER FROM KAHALE X HAVE CONVEYED YOUR
MESSAGE TO ADOULA STOP I HAVE HIS ASSURANCE HE WILL
BE BACK LEO TOMORROW MORNING STOP

COQ15MAR62/2258z/THO.

20

6 coq ~~19~~ 15 2050z

ONUC LEO

GK-182 IMMEDIATE

GARDINER KHIARY FROM KAHALE ADOULA ENQUIRING WHETHER
TSHOMBE ARRIVED OR EXPECTED IN LEO STOP PLEASE ADVISE

COQ/15MAR62/2109Z/THO.

14
1962 MAR 14 PM 8:58

O.N.U.C.

OgR

01

4 SSS COQ 214 14 1930z

ONUC LEO

OK-180

GARDINER KNIARY FROM KAHALE

ADOULA INFORMED PROVINCIAL PRESIDENT EKETEBI OF HIS SCHEDULED

OFFICIAL VISIT TO COQ 15 MARCH TOBE POSTPONED TILL END MARCH

IF TBHOMBE ARRIVED LEOPOLDVILLE STOP ADOULA NOW ADVISED THAT HE

WILL REACH COQ TOMORROW AT 1000 STOP WE JUST RETURNED FROM

LISALA AND

P2

BUMBA^A ON SECOND DAY AERIAL PATROL FLIGHT STOP YESTERDAY WE VISITED

BOENDE AND BASANKUSU STOP ABSOLUTELY NO SECURITY PROBLEMS ENCOUNTERED

STOP PROVINCIAL GOVT AND MILITARY AUTHORITIES PROVED VERY COOPERATIVE

STOP PROVINCIAL PRESIDENT AND COMMANDERS GENDARMERIE AND ANC

CABLED LOCAL CIVIL AND MILITARY AUTHORITIES RESPECTIVELY ANNOUNCING

OUR VISIT STOP TENTATIVE ITINERARY

P3

SET IN LEO HAD TO BE MODIFIED AS SUGGESTED IN OK-168

TO COINCIDE OUR VISIT WITH THAT OF COMMANDERS ANG AND
GENDARMERIE AT PRESENT ON INSPECTION TOUR IN LISALA AND BUMBA
STOP COMMANDER GENDARMERIE MAJOR ITAMBO/ MET US TODAY IN LISALA
AND ACCOMPANIED US TILL BUMBA STOP ANG COMMANDER

P4

BASUKI RETURNED WITH ~~XXXXXX~~ US TO COQ FROM BUMBA STOP
A GENDARMERIE OFFICER AND DIRECT PROVINCIAL MINHEALTH ACCOMPANIED
BOTH FLIGHTS STOP AT BUMBA WE WERE PRESENTED GUARD OF HONOUR.
AND WELCOMED BY LOCAL AUTHORITIES STOP MISSION SEEMS TO HAVE
COMPLETELY FULFILLED INTENDED PURPOSE STOP DETAILS REGARDING
AERIAL PATROLS WILL FOLLOW STOP

P5/14

WE ARE SCHEDULED IN GEMENA AND LIBENGE 16 MARCH AND IKELA 17
MARCH STOP

Q - 14/3 2007Z MEX -

COQ

RECEIVED TELETYPE DELIVERED TO:			
1. S.S.	X		
2. G.O.	X		
3. S.			
4. S.			
5. S.			
6. S.			
7. S.			
8. S.			
9. S.			
10. S.			
11. S.			
12. S.			
13. S.			
14. S.			
15. S.			
16. S.			
17. S.			
18. S.			
19. S.			
20. S.			
21. S.			
22. S.			
23. S.			
24. S.			
25. S.			
26. S.			
27. S.			
28. S.			
29. S.			
30. S.			
31. S.			
32. S.			
33. S.			
34. S.			
35. S.			
36. S.			
37. S.			
38. S.			
39. S.			
40. S.			
41. S.			
42. S.			
43. S.			
44. S.			
45. S.			
46. S.			
47. S.			
48. S.			
49. S.			
50. S.			
51. S.			
52. S.			
53. S.			
54. S.			
55. S.			
56. S.			
57. S.			
58. S.			
59. S.			
60. S.			
61. S.			
62. S.			
63. S.			
64. S.			
65. S.			
66. S.			
67. S.			
68. S.			
69. S.			
70. S.			
71. S.			
72. S.			
73. S.			
74. S.			
75. S.			
76. S.			
77. S.			
78. S.			
79. S.			
80. S.			
81. S.			
82. S.			
83. S.			
84. S.			
85. S.			
86. S.			
87. S.			
88. S.			
89. S.			
90. S.			
91. S.			
92. S.			
93. S.			
94. S.			
95. S.			
96. S.			
97. S.			
98. S.			
99. S.			
100. S.			

3 SSS COQ 079 14 1845Z

ONUC LEO

OK-179

GARDINER KHIARY DE KAHLE

CONCERNANT CONFERENCE INTERASSEMBLEES PROVINCIALES STOP
TRAVAUX REPARTIS ENTRE COMMISSIONS POLITIQUE CMA SOCIO ECONOMIQUE
ET ADMINISTRATIVE STOP COMMISSION POLITIQUE SOUS
PRESEDENCE BOKANGA DE L EQUATEUR A ADOPTE REGLEMENT INTERIEUR
SUIVANT LEQUELE TOUTE DECISION NECESSITE ACCORD TOUTES DELEGATIONS
CMA CHAQUE DELEGATION AYANT DROIT VETO STOP DECISION

P2

RENOYEE A SEANCE PLENIERE EN CAS DESACCORD EN COMMISSION
STOP COMMISSION POLITIQUE PROPOSE J ECHANGE COMPTE RENDU
SEANCES ETRE ASSEMBLES PROVINCIALES 2 CONFERENCES ANNUELLES
INTERASSEMBLEES PERMETTANT TRAITER TOUTES QUESTIONS INTERESSANT
PROVINCIES 3 ORGANISATION VISITES ENTRE ASSEMBLEES 4 UNIFORMISATION
INDEMNITES ALLOUES AUX MEMBRES ASSEMBLES ET GOUVERNEMENTS
PROVINCIAUX SUIVANT BAREME CIAPRES PRESEDENT ASSEMBLEE FC 657.500
CMA VICE PRESEDENT ASSEMBLEE FC

P3

506.250 CMA DEPUTE PROVINCIAL FG 405.000 CMA PRESEDENT GOUVERNMENT
710.000 FG CMA VICE PRESEDENT GOUVERNMENT 610.000 FG CMA
MINISTRE PROVINCIAL 552.000 FG STOP CONCERNANT PREMIER POINT ORDRE
DU JOUR SUR RELATIONS ENTRE ASSEMBLEES CMA GOUVERNMENT S PROVINCIAUX
ADMINISTRATION CMA COMMISSION PROPOSE FAIRE RECONNAITRE PAR GOUVERNMENT
S

P4

PROVINCIAUX SUPREMATIE POUVOIR LEGISLATIF STOP A CET EFFET COMMISSION
RELEVE RECONNAISSANCE VOLONTAIRE CETTE SUPREMATIE PAR GOUVERNMENT
KIVU QUI S EST OCTOYE INDEMNITES SANS ASSENTIMENT ASSEMBLEE ET GOUVERN
MENT KASAI QUI REJETTE EDITS ASSEMBLEE STOP RE COMMISSION
ESTIME NECESSAIRE EVITER AUSSI EMPHIETEMENT LEGISLATIF SUR EXECUTIF
PROVINCIAL NOTAMMENT NOMINATION AGENTS ADMINISTRATION PAR DEPUTES
ETZ IMMIXION

P5

DEPUTES DANS AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JUDICAIRES STOP
CONCERNANT RELATIONS ENTRE GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET ADMINISTRATION
CMA COMMISSION ESTIME BON LAISSER QUESTION EN SUSPENS ETANT DONNE
CONSTITUTION NATIONALE N EXISTE PAS ENCORE STOP CONCERNANT
DEUXIEME POINT ORDRE DU JOUR RELATIF AUX RELATIONS ENTRE ASSEMBLEES
CMA PARLEMENT ET GOUVERNMENT CENTRAL CMA COMMISSION PROPOSE QUE

P6

PARLEMENT ET GOUVERNMENT DOIVENT CONSULTER ASSEMBLEES POUR DECISIONS
INTERESANT PROVINCES STOP COMMISSION NOTE TOUTEFOIS MODIFICATION
ARTICLE 7 AINSI QUE PROJET LOI ORGANIQUE SUR CREATION NOUVELLES
PROVINCES SANS CONSULTATION ASSEMBLEES STOP CONCERNANT 3EME
POINT ORDRE DU JOUR SUR RESPECT ET SAUVEGARDE AUTONOMIE PROVINCIALE
COMMISSION PASSE EN REVUE ARTICLES LOI FONDAMENTALE GARANTISSANT

P7

AUTONOMIE PROVINCIALE D UNE PART ET CEUX QUI ENTRAVENT CETTE
MEME AUTONOMIE ET CONCLUT LOI FONDAMENTALE NON SEULEMENT
AMBIGUE N OPTANT NULLE PART DE FACON EXPLICITE POUR SOLUTION
FEDERALE OU POUR SOLUTION UNITAIRE A TENDANCE DECENTRALISE MAIS
COMPORTE LAGUNES GRAVES DEVANT ETRE COMBLEES PAR UNE LOI STOP
CONCERNANT 4EME POINT ORDRE JOUR

P8

SUR NON MEFAITS TRIBALISME COMMISSION ESTIME TRIBALISME
VERITABLE CANCER DONT SOUFFRE PAYS DEPUIS INDEPENDANCE ET PROPOSE
1 ORGANISATION CAMPAGNE ~~RNXXXX~~ PSYCHOLOGIQUE POUR FAIRE RENAITRE
SENTIMENT PATRIOTIQUE PAR MOYENS RADIO CMA PRESS ET VISITE
GROUPES MIXTES DES ELUS DANS DIFFERENTES REGIONS PROVINCES 2 REEDUCATION
CONSCIENCE PROFESSIONNELLE AGENTS ADMINISTRATION 3 REORGANISATION
ET REEDUCATION FORCES DE

P9 /29

LORDRE PAR POUVOIR COMPETENT 4 TREVE POLITIQUE POUR DUREE
DETERMINEE 5 SUPPRESSION MOUVEMENTS JEUNESSE POLITIQUE 6
SOUHAIT VOIR SURETE NATIONALE DETECTER ET DENONCER MOUVEMENTS
A CARACTERE SUVERSIF STOP

NR3 SS COQ CK30 12 1650z

ONUC LEO

OK-177 GARDINER KHIARY FROM KAHALE + MINFOREIGN AFFAIRS BOMBOKO
PROVINCIAL
RETURNED TO LEO THIS AFTERNOON STOP DELEGATION ORIENTALE KKKKKKKK
ASSEMBLY JUST ARRIVED COQ TO PARTICIPATE IN PROVINCIAL ASSEMBLYS CONFERENCE
STOP +

COQ/1655Z BERR 12/3

From
CABL
GK-174
COA

CONFERENCE INTERASSEMBLEES PROVINCIALES

Messieurs Kayindo Janvier et Shiffela Longin ont été élus respectivement Président et Rapporteur de la Commission chargée d'élaborer l'ordre du jour et non Président et Rapporteur de la Conférence. M. Bokanga Raphael, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, a été élu Président de la Conférence interassemblées, M. Rukeratabaro du Kivu, Vice-Président, et MM. Lita de Léopoldville et Lwelo du Kasai secrétaires.

La Délégation de Léopoldville, présidée par le député provincial, M. Lita Charles, le Kivu par le président Rukeratabaro, le Kasai par le Vice-Président Bukaha Bruno et l'Equateur par le Président Bokanga Raphael.

La conférence réunit 32 participants. Au cours de la séance du 5 mars M. Bokanga, Président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur, souligne la légalité de la conférence en se référant à l'article 148 de la Loi Fondamentale qui reconnaît aux provinces le droit de légiférer sur toutes questions d'intérêt provincial. M. Bokanga fait aussi remarquer les tentatives du Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central pour faire échouer la Conférence et critique sévèrement ceux qui facilitent l'immixtion des étrangers au Congo en trahissant leur pays et en plaçant leur intérêt personnel avant l'intérêt de la nation et du peuple qui les a mis au pouvoir. M. Rukeratabaro, Président de l'Assemblée provinciale du Kivu aussi déplore les nocives manœuvres d'obstruction orchestrées par certains irresponsables pour empêcher la conférence. M. Rukeratabaro décrit la situation existante et souligne la nécessité d'inclure les points suivants dans l'ordre du jour :

- 1) Vues et résolutions sur la situation anarchique
- 2) Réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial
- 3) Rôle politique des élus
- 4) Constitution nationale et répartition des compétences avec les provinces
- 5) Relations entre le Gouvernement et l'Assemblée et sauvegarde de la prééminence de l'Assemblée provinciale
- 6) Vues économiques et sur le problème administratif
- 7) Autonomie provinciale et création de nouvelles provinces.

M. Bukasa, Vice-Président de l'Assemblée provinciale du Kasai stigmatise l'inconscience politique et tribalisme hypostase faisant remarquer : "Vous semblez oublier qu'un grand danger menace notre souveraineté. Que vous disiez la présence au Congo de l'ONU et les interventions directes de certaines puissances étrangères et grands groupes financiers."

/ . . .

M. Lite, Chef de la Délégation de Léopoldville, se base sur l'optique de la démocratie essentiellement Bantou qui veut reconnaître l'autonomie très large des provinces stipulée à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Au cours de la séance tenue le 6 mars le Président Bokanga précise qu'il ne détient pas de preuves de la pression exercée par le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central sur l'Assemblée provinciale de Stanleyville mais fait remarquer la similitude des télégrammes de ce Ministre et de l'Assemblée de Stanleyville; il signale aussi que Stanleyville avait au début marqué son accord puis s'est abstenue après réception d'un télégramme du Gouvernement central. Le Président du Kivu insiste sur l'inscription à l'ordre du jour de la question de la réorganisation de l'Armée et du commandement militaire provincial. M. Shiffela fait rappeler le télégramme reçu des instances supérieures concernant les travaux de la Conférence soulignant que l'Armée est de la compétence nationale et que la conférence doit rester aux prérogatives provinciales stipulées à l'article 148 de la Loi Fondamentale.

Le Président du Kivu exprime des appréhensions concernant l'anarchie parmi les militaires et souligne que réorganiser l'Armée signifie pas la mettre à la disposition des provinces. M. Bokanga, Président de l'Assemblée de l'Equateur, relève que suivant la conférence de Coquilhatville la gendarmerie dépendrait directement des provinces et l'Armée dépendrait du Gouvernement central. M. Bokanga ajoute avoir demandé à l'Etat-Major le retrait de la garnison Bumba l'accusant d'avoir ruiné l'économie de l'Equateur par rapines et banditisme. Le Vice-Président du Kivu demande que tout groupement militaire doit dépendre directement de l'Etat-Major de Léopoldville, faisant remarquer que les troupes stationnées à Kivu ont leur Etat-Major à Stanleyville, échappant ainsi à l'autorité du Général Mobutu. Il signale également que les autorités provinciales sont souvent arrêtées par les troupes sur l'ordre de Stanleyville.

Un Délégué du Kasai relève que la Gendarmerie du Sud Kasai est la milice politique et privée de Kalondji. Cette milice s'oppose à l'entrée de l'Armée Nationale au Sud Kasai et permet à Kalondji de régner comme roi. Le Vice-Président du Kasai appuie ces déclarations. Le Président Bokanga insiste sur le problème de la gendarmerie susceptible de s'attaquer à l'autorité dont elle dépend. M. Ndjoku, Ministre de la Justice à Coq, dit avoir appris que le Gouvernement central élabore la loi prévoyant le retrait de la police et de la gendarmerie aux provinces. La conférence décide de discuter : "La détermination des dispositions particulières organisant l'assistance prêtée par les forces de l'ordre aux provinces".

Le Ministre Ndjoku demande si la conférence entend étudier la question de l'armée qui est du ressort du Gouvernement central seulement. M. Kahindo du Kivu répond négativement mais propose que la conférence demande au pouvoir central de clarifier la compétence qui lui revient en matière militaire. M. Musengo de Léopoldville estime que rien n'est changé par les dispositions particulières concernant la gendarmerie; celle-ci appartient au pouvoir central

mais les provinces peuvent la réquisitionner.

Le Rapporteur Shiffels, en réponse à M. Bukasa, dit que la question de la suppression de milices privées sur toute l'étendue de la République sera traitée en même temps que la situation anarchique du pays. M. Zwa de l'Equateur rappelle qu'en la séance du 5 mars la conférence était d'accord pour inviter certains sénateurs à assister aux travaux car certains complotent avec les députés nationaux contre les assemblées provinciales. Le Président Bokanga souhaite que le Gouvernement central envoie un délégué autre qu'un sénateur; il ajoute que la conférence devrait tirer les oreilles de ce délégué pour faire connaître les points de vues conférenciers aux sénateurs. Le Président Bokanga souligne que la Délégation de l'Equateur est composée selon des blocs, tendances politiques, et que M. Ndjoku, Ministre de la Justice de Coq, assiste comme représentant du bloc Mongo.

M. Rukeratabaro, Président du Kivu, s'oppose à la présence du délégué du Gouvernement central non parlementaire, la conférence ne pouvait grouper que membres du pouvoir législatif. M. Kahindo du Kivu estime préférable la présence du délégué du Gouvernement central. M. Bia de Léo dit que si la présence du sénateur est illégale, la conférence est elle-même extra illégale car non prévue par la Loi Fondamentale. M. Bia de Léo demande que le chapitre politico-administratif passe en premier car l'économie du pays à zéro a causé des problèmes politiques. MM. Lita et Shiffels craignent que le pouvoir central ait des préventions contre la conférence si les travaux débutent par la politique.

La Conférence ayant discuté la création de commissions chargées d'étudier différents problèmes, décide de la formation de trois commissions suivantes :

- 1) Politique
- 2) Administratif
- 3) Problèmes économiques-sociaux.

INDICATE
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	X	PRIORITE NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

009

NR

OUTGOING CLEAR CABLE

Address(es)

ONUC

COQUILHATVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

CV- 30

KAHALE FROM GILPIN

THANKS YOUR GK-168

PRIMO: CAPTAIN MORNOE OF ONUC WILL ACCOMPANY ME TOMORROW STOP HAVE WARNED HIM ACCOMMODATION
PROBLEM AND HE WILL BRING COTBED.

SECUNDO: AGREE IN PRINCIPLE MODIFICATION FLIGHT SCHEDULE BUT CAN DISCUSS ON ARRIVAL.

jg

C/ 81471

T.O.R.

T.O.D.

BY:

Drafted by :

Authorized : Mr. GILPIN

Date : Mr. GARDINER

11/3/62

202

CONFIDENTIAL

11 March

2

To: Mr. J. POUJOULAT, Inspecteur-rapporteur

From: A.C. GILPIN, Office of the Officer-in-Charge.

Obj.: Your report of 2 March on your mission to Equateur Province.

1. Mr. Gardiner has asked me to acknowledge your confidential memorandum on the above subject.

2. I am sorry but I did not have a chance to discuss it with you before my departure for Coq on 12 March. However, I had a word with Mr. Ahmed about it and he will probably be in touch with you.

3. My impression is that the report is exactly on the lines needed. My only comment on a point of detail relates to section I, B, a), where it seems to me that, in view of the increasing number of ONUC visitors to Coquilhatville, two apartments will be insufficient accommodation for transit purposes.

4. I entirely agree that you should send a copy of your memorandum to Mr. KHANALE for his comments. In the meantime, I will take the original copy with me and take the opportunity of my visit to discuss some of the most urgent needs with him.

COQ

INDICATE
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

NR

OUTGOING CLEAR

PRIORITY

Address(es)

ONUC

COQUILHATVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

CV-29 KAHALE FROM GILPIN

1. PLANS FOR AIR PATROL PROCEEDING ON LINES DISCUSSED WITH YOU. EXPECT ARRIVE COQ 121030 ZULU. PLEASE NO ELABORATE RECEPTION. ONLY DIRECTOR MEDICAL SERVICES IF HE WISHES. WE CAN CONTACT PRESIDENT, ARMY AND GENDARMERIE CHIEFS LATER IN DAY. TENTATIVE FLIGHT SCHEDULE AS FOLLOWS: BO^{EN} MONKOTO LEAVING COQ 130700 ZULU, LISALA BASANKASU 140700, GEMENA LIBENGE 150700, BUMBA 160700 AND IKELA 170700. AM PLANNING ANNOUNCEMENT LEO RADIO FOR REBROADCAST COQ, BUT ANY PRIOR NOTIFICATION YOU CAN ARRANGE ALSO DESIRABLE.
2. AIRCREW WILL NUMBER FOUR. HAVE ADVISED AIR COMMANDER THEY SHOULD BRING NECESSARY EQUIPMENT AND RATIONS. GREATLY APPRECIATE IF POSSIBLE YOU ARRANGE COOKING FACILITIES AND SUPPLY SOME FRESH FOODS SUCH AS BREAD MEAT EGGS MILK. WOULD WELCOME YOUR SPECIFIC RECOMMENDATIONS FOR IMMEDIATE ACTION IMPROVE AND EXTEND VISITORS ACCOMMODATION AS BELIEVE AUTHORITY NECESSARY ACTION CAN BE QUICKLY OBTAINED.
3. WE ARE ENCOUNTERING DIFFICULTIES IN GETTING ENOUGH MEDICAL SUPPLIES PACKED IN TIME FOR FIRST FLIGHT. PLEASE CABLE REGARDING YOUR PROGRESS IN GETTING COQ MEDICAL STOCKS RELEASED AS WE MAY WISH DISTRIBUTE SOME OF THESE ON FLIGHTS LISTED ABOVE.

C. 81471

T.O.R.

T.O.D.

BY:

Drafted by : A.C. Gilpin

Authorized : R. Gardiner

Date :

9.3.62



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

RW 7/5

INTER - OFFICE MEMORANDUM

C/ORG 112

27 February 1962

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief Administrative Officer, Leopoldville
From : G. Kahale, Chief Civilian Affairs Officer, Coquilhatville
Subject : Administrative Report of 5 February 1962

1. I should like first to reiterate my thanks and appreciation for the congratulatory remarks communicated to me by your cable LEOCO 136, in connection with the above report. I am pleased to report that this Office is now running smoothly. Some personnel problems are still outstanding, but I am confident these will be settled by next week upon Miss Osborne's visit to Coquilhatville.

2. I should like to thank you also for the prompt action taken by you, which had made the administrative reorganization possible. I am particularly grateful for your extending the services of a Registry Clerk to assist in setting up registry records suited to our needs, a Finance Officer to straighten out our accounts, and a General Services Officer to look into our difficulties in that field. Mr. Kaplan's short visit was also most useful as it enabled me to exchange views on administrative policies regarding general services. No further action is at present required.

3. You will be pleased to learn that the staff of this Office had voluntarily offered to extend office hours till 6.00 P.M. to make this reorganization possible. In fact, they have been putting in much more than 45 hours a week, and some have voluntarily worked late at night and on week-ends, with no claim for overtime or compensatory time off.

4. I am sorry to hear that my Administrative Report of 5 February had raised some doubts regarding our relationship with the Provincial Government. Mr. Kaplan intimated to me during his recent visit that there was a feeling that the information contained in my report was contradictory to what I communicated by cables to Civilian Operations. This is probably due to a misunderstanding as regards the scope and purpose of my report.

5. In this connection, I should like to stress again that my report was meant "to review briefly the unsatisfactory conditions which

G/ORG 11² of 27 February 1962

prevailed in ONUC Coq office upon my assignment, 28 December 1961". This was explicitly mentioned in the introductory statement to the report (paragraph 1). You have undoubtedly noticed that in referring to our relations with the Provincial Government I have used the past tense only, thus making it quite clear that my report referred to conditions which prevailed at the time "I arrived at Coq".

6. On the other hand, my cables to Civilian Operations dealt with current events and not with conditions which prevailed at the time of my assignment.

7. It seems to me that ONUC HQ is well aware of the strained relations which prevailed at the date of my assignment. There is no doubt, however, that our relations have taken a sharp turn to the better and improved considerably in the recent past. This was reflected in official communications and public statements. At the reception given for the General Olsen convoy, for example, President Eketebi credited the convoy's arrival to my "pertinent reports to HQ" and my "wonderful grasp of Equator problems". Likewise, at the reception given on the occasion of the Congrès de la Jeunesse, the President of the Provincial Assembly paid special tribute to this Office for its major contribution in straightening Equator political conditions. Prior to his departure from Coq, the Commissaire General Extraordinaire Adjoint, Mr. Tchiteya, addressed to me the following message which was practically an extract of a speech he made at the reception given for Mr. Asumani, Minister of Social Affairs of the Central Government.

" Monsieur le Représentant,

Qu'il me soit permis, à cette occasion, de faire une parenthèse en ce qui concerne les activités de l'Organisation des Nations Unies dans la Province de l'Equateur ; sans minimiser les efforts déployés par vos prédécesseurs, je me rejouis d'avoir trouvé en vous un homme dévoué à la cause Congolaise et un collaborateur de bonne foi, digne de confiance de toutes les autorités provinciales ; c'est à juste titre que je puis vous appeler un homme "miracle", car, dans un temps record, vous êtes parvenu à vous acquérir la sympathie de tous et cela à cause de vos grands mérites personnels, car, il y a à peu près trois semaines que vous êtes à Coquilhatville ; vous n'avez pas attendu mois et semaines pour vous mettre comme il faut à la tâche, vous vous êtes dépensé corps et âme, nuit et jour et voilà dans un laps de temps, vous faites ce que beaucoup, malgré plusieurs mois dans la Province de l'Equateur, n'ont pu faire ; et cela ne minimise pas leur bonne volonté et les bons sentiments qui les ont amenés pour servir la cause de notre pays ; mais le hasard a voulu que vous soyez ici à Coq et j'espère que vous continuerez dans le même sens et que plutard

C/ORG 112 of 27 February 1962

la Province de l'Equateur parlera de vous comme celui qui s'est voué à la cause du redressement de la situation politique, économique et sociale de la Province ; je vous souhaite bon succès dans votre mission."

8. My administrative report of 5 February would have been of course more complete if I had included the above statements. However, I have refrained myself from doing so since it was far from my intention to boast about my activities and merits. My only concern was to remove the administrative inadequacies which proved detrimental to the interest and prestige of the United Nations.

9. I must add that if I did succeed in evolving good relations with the Provincial Government this is by no means due to my personal activities but to HQ assistance and march of events. In fact, the arrival at Coq of the Helicopters and the DC 3 greatly enhanced ONUC prestige in this Province. Also worthy of mention are the relief shipment to Interfina of urgently needed flour and other foodstuff, the transport of Calcium Hypochloride for Regideso, the arrival of General Olsen with 200 tons of food, the Japanese Government's donation of \$ 1.500 for flood relief, the \$ 5.000 donation of the US Government, the distribution of UNICEF powder milk by the Red Cross, the gift of seeds by FAO, grant of fellowships, arrival of a number of experts and WHO doctors etc.

10. It will be noted from the foregoing that it is ONUC Headquarters which should be credited with the prevailing good relations with the Provincial Government. My only merit was perhaps to bring to limelight ONUC assistance and to make full use of the above events to facilitate ONUC task in this province.

11. I should like also to point out that my report should by no means be construed as a criticism of any of my predecessors. In fact, the conditions which prevailed were undoubtedly the cumulative effect of several factors and it would be certainly unfair to blame anyone in particular for them. I must add that I had the occasion to meet Mr. Habal, for a week, upon my arrival. He was extremely cooperative and helpful, and many of the problems raised in my report were in fact pointed out to me by him.

cc: Mr. R. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville
Mr. M. Khiary, Chief of Civilian Operations for the Congo, Leo

RUH
7/3

CONFIDENTIAL

C/ORG 112

5 February

2

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief Administrative Officer, Leo
From : G. Kahale, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Coq
Subject: Administrative Report.

I Introductory Remarks

1 Further to my cables GK-37, GK-70 and GK-76, I should like to review briefly the unsatisfactory conditions which prevailed in ONUC Coq office upon my assignment, 28 December 1961.

2 The administrative policy was apparently governed by false economic considerations and an ardent desire for saving at all costs. The ONUC Office building was in need of urgent repairs. Claims were pouring from all sides and long delay in their settlement resulted in strained relations with local authorities. The Office work was poorly organized. Staff members were engaged in extraneous activities and had necessarily to neglect their duties and responsibilities. No registry records have ever been kept and filing system was most confusing. There was a lot of confusion regarding the use of ONUC vehicles, diplomatic pouch and radio services. Salaries and MSA advances were unduly delayed. The ONUC Guest House was giving rise to a number of justified complaints. The PX had very little to offer despite the penury of foodstuff in the local market. There was a general dissatisfaction on the part of the civilian personnel and staff morale was very low.

3 This state of affairs cannot be allowed to continue as administrative inadequacies have already proved detrimental to the interest and prestige of the United Nations. It is far from my intention to lay the blame on any one for such

inadequacies. I do feel, however, that the situation should be brought to your notice so that your untiring efforts to ensure the smooth administration of ONUC Mission are not rendered fruitless by disharmony in field offices. The purpose of this report is to review existing conditions and propose pertinent measures, bearing in mind practical limitations in personnel and material resources.

II Registry Records

4 No registry records have ever been kept in this Office. The communications despatched bear no file number and incoming communications were haphazardly classified. To trace an administrative circular it was necessary to dig into all administrative circulars available, and to locate a background document it was necessary to dig into several files. The only alternative was to rely on staff memory. It was common to find a reply to a lost communication or to trace the communication but not the reply. The records maintained so far had absolutely no value to this Office.

5 This situation was brought to your attention in my cables GK-28 and GK-37. I should like to thank you again for having extended the temporary assistance of a registry clerk from Leopoldville. We have now established a registry system suited to our needs. For the first time, official communications in this Office will bear a file number. New subject files, numbered in accordance with a subject classification system, have been opened. We have also established index cards, registry records, and a chronological file for outgoing communications. This would undoubtedly facilitate the work of this Office. No further action is required.

III Personnel

6 Please refer to my cables GK-37 and GK-70 relating to personnel problems. I should like to add that such problems are closely related to the organization of work in this Office and do not necessarily call for a "quantitative" solution.

7 In fact, much of the work had been neglected only because a great deal of staff time was wasted in extraneous activities such as mail delivery, driving of visiting personnel to governmental agencies, driving ONUC vehicles to garage for maintenance, etc. Such time consuming errands accounted for about 20-25 per cent of staff time.

8 PX activities also accounted for approximately 25 per cent of our staff time. Two administrative assistants were engaged in PX management and sale; the other staff members had to purchase their requirements during office hours.

9 The work had, therefore, to be reorganized to make optimum use of our staff time. With this purpose in view, I have asked in my cable GK-70 that authority be given to employ a messenger-driver to prevent errands at costly staff time. On the other hand, I have curtailed PX sales to three times weekly instead of every day. Should you have no objection, I intend to maintain this practice. I have also in mind to open the PX from 5.00 to 6.00 so that no office hours be wasted for shopping purposes. Administrative assistants in charge of PX may be given compensatory time off.

10 Bearing in mind staff limitations at Leopoldville, I do not suggest any increase in personnel. I feel that, when optimum use is made of our staff time, it will be possible to carry on the office work with existing resources. It is to be noted, however, that staff here had already been reduced to the bare minimum and that further curtailment would hamper our activities. Thus, I had serious reservations about Mr. Rishi's transfer to Bukavu. I feel that his services are needed here for reasons already outlined in my cables GK-37 and GK-70. I do hope you will reconsider your decision regarding his transfer and let status quo be maintained.

IV Finance

11 Subsequent to the withdrawal of UN troops, it was felt that the volume of work does not justify posting a Finance Officer in Coq and Mr. Noisy was transferred to Leopoldville. The understanding was that an imprest account will be at the Chief Civilian Officer's disposal to meet emergency disbursements, and that a Finance Officer would visit Coq every fortnight to make all payments. This arrangement did not materialize.

12 The ONUC staff were rightly dissatisfied as payments of MSA and salaries were not made in time due to delay in transfer of funds from Leopoldville. The November MSA payment was made in December and the December payment in early January. This led to a number of complaints, particularly

during the holiday season. The situation was brought to Mr. Bronsema's notice in my cable FINC/COQ/7. I am glad to report that my imprest account has now been increased from CF 200.000 to CF 1.000.000. No further action is required in this respect.

13 I should like to point out, however, that Mr. Noisy left Coq on the assumption that the finance work will be carried out at Leopoldville. He took with him all financial records and did not brief Mr. de Sotto Mayor, the finance clerk, before his departure. The present situation is thus very ambiguous as we do not have any finance records here and our responsibilities are not clearly defined. Mr. de Sotto Mayor had been working hard and trying to do his best to improvise a solution to every finance problem. I feel, however, that he does not have the necessary experience or background to carry out this work without proper directives.

14 I do not insist on the above arrangement whereby a Finance Officer would visit Coq every fortnight to make all payments. I feel that the work in this Office should and can properly be done by staff here. I should like to suggest, however, that a Finance Officer be detailed to this Office for a few days to brief the finance clerk so that he may be able to carry on the work under my supervision.

V Maintenance of ONUC Vehicles

15 The lack of spare parts in Coq is causing further deterioration in the condition of ONUC Vehicles. I should like to refer in particular to the urgent need of tires. The tires in most cars are worn out. The Volvo 901 has not even a spare wheel. Twice a tire got flat this week; the car had to be left on the road, and the wheel removed and taken to the Garage for repair. Needless to say that this lead to a waste of time, inconvenience and extra maintenance expenditure. The fact that we have no chauffeur renders the situation even more critical. It would be greatly appreciated if measures were taken to ensure that our demands for spare parts are met expeditiously.

VI ONUC Office Building Maintenance

16 ONUC Office and Guest House are at present located in one of the six badly damaged Government buildings formerly occupied by the Ethiopian Battalion. There were absolutely no locks even for outside doors. Electrical and sanitary installations were damaged. Broken furniture was strewn all over the building, even upto the street in front of the main entrance. The UN flag was discoloured and torn apart. The main hall had a bizzare appearance, with about 11 bright colours and the paint peeling off all the walls. A local engineering firm quoted CF 97.000 for painting the exterior only. It was felt that the cost would be exorbitant if all repairs were to be effected through a contractor, and we requested the Director of Provincial Public Works to lend urgent assistance. He agreed to do the needful, but did not miss to make some nasty remarks as to how the United Nations abused the buildings and are still evading their moral and legal obligations to settle the Government claim for repairs.

17 Since it was impossible to work in such conditions, I had to proceed with some urgently needed repairs. I had some locks installed in the outside doors for security reasons, purchased some bulbs, hired local workers on daily basis for cleaning the premises, had sanitary and electrical installations fixed and made other urgent repairs, each job separately costing less than a thousand francs. Though the amount actually spent was very modest, our office has got a decent appearance. Nonetheless, there is still an urgent need for some additional repairs. I have already asked in my cable GK-66 that authority be given for spending a total of CF 8.000 on furniture, CF 8.000 on the premises and some CF 10.000 for the installation of air conditioning units. The government has given assurance that any amount spent within CF 50.000 limit will be reduced from its CF 300.000 claim for repairs of the six buildings.

VII PX Activities

18 As stated by me in my cable GK-32, we had absolutely no soft or alcoholic drinks in the PX. Incidentally, there was no potable water in town. Staff members had no drinks

for X-Mas and the New Year and this gave rise to much dissatisfaction, particularly as most of the items available in PX Leopoldville never reach Coq.

19 I am pleased to report that things have been straightened out as a result of your intervention. We have just received a shipment meeting practically all our demand. We did also receive commissary items for the first time. All staff members have asked me to convey their thanks and appreciation for your help. No further action is required.

VIII Air Freight Transport

20 The transport of air freight by ONUC aircraft is rather irregular. Very often the shipment received does not conform to the cabled advice. The following examples illustrate the inconvenience and waste of time resulting from such irregularities.

- A cable was received from Air Operations that three tons of Sulphate for Regideso were being despatched on 6 January. Regideso was contacted and their representative with the transport and unloading party was present at the airport, but the shipment was three tons of flour for Sedec and there was no Sulphate.
- Again, on 17 January, 22 bags of rice were received. The airfreight manifest showed the consignee as Mr Azzam Stanleyville whereas on waybill it was stated Mr. Azzam Coquilhatville. I cabled the Chief Movement Control requesting clarification but the reply indicated that the rice was intended for Mr. Azzam Coquilhatville and should be despatched to Coquilhatville. I was naturally obliged to ask for further clarification, which incidentally I did not receive.
- Likewise, a generator weighing 2.674 lbs was received last week without any cabled advice. We did not know the purpose for which it was intended and had to transport it from the airport to our office pending the results of our enquiry. We just learnt however that it was meant for the airport and that we have to ensure its transport back to the airport.

- Pouch 7 was not received by the scheduled flight, and a cable to this effect was sent to the Base Post Office. In reply we were informed that it was despatched by ADV flight and not via SF 5. On checking we found that Flight ADV was the very same SF 5 of 15 January and that the Airfreight manifest made no mention of Pouch 7. Needless to say that we were not able to trace the said pouch here since it was not despatched from Leo.
- A cable was received from Mr. Tooby that a gas cylinder was being despatched by SF 5 of 1 February and should be delivered to the Captain of "General Olsen". The cylinder was not aboard the said flight. Next day we got another cable indicating that the cylinder would be despatched by special flight on 2 February. The boat was specially delayed to receive the gas cylinder but again it was not despatched from Leo. The two trips to the airport by our staff proved futile.

21 It will be greatly appreciated if the necessary instructions were given to the services concerned to ensure accurate advance notice for each shipment so that proper arrangements can be made at this end.

IX Relations with the Local Government

22 These relations were at a very low ebb. When I arrived at Coq I got the impression that I was not much welcome. At Mr. Habal's request, the President of the Provincial Government convened all the authorities so that I could be introduced to all of them at the same time. It was noted, however, that several members of the Cabinet declined the invitation of the President. This was quite noticeable. The President himself, in a public statement, deplored their lack of courtesy towards the United Nations. Subsequently I had some difficulty in getting an appointment with the Cabinet members and other authorities.

23 These strained relations have also been reflected

in public statements made by some officials. The Director of the Provincial Ministry of Public Works, for example, when visiting this office to discuss settlement of claim with Mr. Habal, termed the United Nations' way of handling its negotiations "infantillage". This led to Mr. Habal's demand for apology and the further complications. Likewise, in a statement made at a reception given to the Commissaire Generale de la Jeunesse of the Central Government, the Director of the Provincial Ministry of Finance referred to the Government claims for rent and repairs, and accused the UN of evading its moral and legal obligations to the Provincial Government. I understand also that in the Council of Ministers it was observed that the UN is giving no assistance to the Equateur Province except for the public works programme, which is indirectly financed by the U.S. Government.

24 It may well be that the discontinuity in leadership of this Office had hampered the establishment of good relationship with the Government. To my mind, however, one of the major reasons for the strained relations is the delay in settling the claims of the Provincial Government. I have serious reservations regarding the United Nations position in this regard and the way negotiations were carried out with the local government.

25 As regards the Government claim for repairs of the six buildings previously occupied by the Ethiopian Battalion, the United Nations had previously agreed to the CF 300.000 estimate, making no reservation whatsoever. Moreover, the figure of CF 300.000 was considered grossly under-estimated by the Officer in Charge of the Public Works. The UN subsequent counter-offer of CF 225.000 had led the Ministry of Public Works to address a very rude letter to this Office. I personally feel that our position is not justified, either on legal or on moral grounds.

26 Then there is the claim about the payment of rent. It will be noted that the buildings were occupied since September 1960 whereas the lease provided for the payment of rent effective 1 April 1961. Thus no rent had been paid

for the period September 1960-March 1961. The Ministry of Finance has reiterated its earlier claim regarding this. I am aware of your position in that respect. Recently, however, an interesting fact has come to light. Mr. Azzam had apparently signed a lease providing for payment effective 1 September 1960. This lease signed without explicit approval of Headquarters had not been in conformity with the UN standard lease form. Another lease was, therefore, prepared later and Mr. Azzam had made a point of not making any rent payment except after the signature of the new lease. The previous contract had not been withdrawn from the Ministry of Public Works. The Ministry of Finance agreed to accept the rent as provided for in the new lease pending disposal of the case. The United Nations is thus confronted with two contracts both signed in due form. The fact that a lease had not been reported to HQ does not render it null and void.

27 These matters will be discussed in a separate memorandum together with my proposals regarding claim settlement.

cc: Mr. M. Khiary, Chief of Civilian Operations
for the Congo, ONUC, Leopoldville

Mr. R. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville.

Le 30 janvier

2

A : M. M. Khiary, Chef des Opérations Civiles

De : Dr. S. Linnér, Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo

...

1. Je vous prie de trouver en annexe un rapport établi par le Chef des Opérations Aériennes sous la référence N° AHQ/6201/2/DPS du 28 janvier 1962, ainsi que plusieurs copies de la correspondance dont il est fait état par le Commandant Pearce. Il apparaîtrait que les rapports faits par les pilotes des hélicoptères qui ont été stationnés à Coquilhatville ne coïncident pas avec celui établi par M. Kahale et que la situation en ce qui concerne leur sécurité a laissé fort à désirer, ceci en dépit des nombreuses assurances reçues par l'ONUC tant de la part du Premier Ministre que du Président de la Province de l'Equateur.

2. Je vous saurais gré de bien vouloir étudier ces différents rapports afin qu'une synthèse en soit dégagée et transmise au Premier Ministre pour son information.

3. Il me semblerait d'autre part inutile d'essayer de renvoyer ces hélicoptères à Coquilhatville pour le moment, cette décision étant cependant laissée à votre appréciation au vu des conversations que vous pourriez avoir avec le Commandant Pearce.

s 018 coq le 9 1840

ss tres urgent premier ministre adoula
...inistre bomboko
onu royal leopoldville

gouvernement equateur radicalement oppose envoi province medecin
russes stop vous prie ne pas les envoyer pour ne pas les voir
repousser stop sollicite medecin nationalistes autres que russe
et pays satelllites stop vous remercie pour votre comprehension
fullstop

presipro +

C1

Sent ro
Mr. Rosborough
& Dr. Bellevue.

1962
MAY 10

15:52

RECEIVED
P.N.U.C.